

N° 5162²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant réorganisation des centres socio-éducatifs de l'Etat

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES

(22.10.2003)

Par lettre du 3 juillet 2003, Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse, a soumis le projet de loi sous rubrique à l'avis de la Chambre des Employés Privés.

1. Le projet a pour objet de réorganiser les Centres sociaux-éducatifs de l'Etat.
2. Les Centres socio-éducatifs de l'Etat (CSEE) ont été mis en place par une loi du 12 juillet 1991. Il s'agit de fait de la maison d'éducation pour garçons de Dreiborn, ainsi que de la maison d'éducation pour filles de Schrassig.
3. A ce jour les CSEE sont tenus d'accueillir les mineurs qui leur sont confiés par les autorités judiciaires, soit en vertu des dispositions relatives à la protection de la jeunesse (loi du 10 août 1992), soit d'après toutes autres dispositions légales.
4. Afin d'adapter le cadre législatif aux mouvements de réforme mis en oeuvre au fil des années au sein des CSEE et d'améliorer la prise en charge des mineurs en difficultés, le Gouvernement propose une réforme de la loi du 12 juillet 1991.
5. A cette fin le projet de loi prévoit d'abroger la loi actuelle et de la remplacer par de nouvelles dispositions.
6. Les CSEE resteront tenus d'accueillir les mineurs leur confiés par les autorités judiciaires, soit d'après les dispositions de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, soit d'après toutes autres dispositions légales.
7. Contrairement à la loi actuelle qui est muette à ce titre, le futur texte définit les mineurs placés dans les CSEE, comme étant des garçons et filles, confrontés à des difficultés psychosociales diverses et qui se caractérisent par un comportement déstructuré.

Le point culminant du projet: le transfert des jeunes prisonniers de Schrassig à Dreiborn

8. Tout en développant davantage les missions attribuées aux CSEE et en spécifiant les différents services dont ils se composent, le projet met l'accent sur l'institution d'une unité de sécurité au sein des CSEE, destinée notamment à accueillir les mineurs placés en vertu de la procédure actuelle au Centre pénitentiaire de Schrassig.
9. Respectant les recommandations du Comité pour la Prévention de la Torture, de même que celles de divers experts, qui estiment que la détention de mineurs dans les structures actuelles du Centre pénitentiaire de Schrassig n'est pas compatible avec les dispositions des articles 37, 39 et 40 de la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée le 20 novembre 1989 et approuvée par le Luxembourg en

1993, le Gouvernement opte pour la création d'une cellule spécialisée dénommée unité de sécurité, voire en bref UNISEC, dans l'enceinte de la maison actuelle de Dreiborn.

10. Si le texte du projet ne précise pas clairement dans quelles conditions les mineurs pourront être placés à UNISEC, il résulte de son exposé des motifs que *UNISEC* doit accueillir:

- des mineurs dont la *personnalité* est *gravement désorganisée*,
- des mineurs dont le *comportement* représente des *risques immédiats* pour eux-mêmes, pour leur entourage ou pour la société,
- des mineurs qui en tant que pensionnaires des CSEE ont *manqué gravement et de manière répétitive aux règlements d'ordre interne*,
- des mineurs accusés d'avoir commis des *crimes* ou qui en ont commis,
- des mineurs qui en régime plus ouvert *courent des risques de sécurité*,
- des mineurs qui sont *toxicomanes ou alcooliques graves*.

11. Le texte du projet de loi décrit UNISEC comme une section fermée vers l'extérieur où les mineurs y placés sont isolés dans un espace limité.

Le placement d'un mineur dans UNISEC nécessitera une décision formelle des autorités judiciaires conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

Le nombre de pensionnaires au sein de UNISEC sera limité à douze.

La durée d'un placement dans UNISEC ne pourra pas dépasser trois mois, sauf décision de prolongation par décision formelle des autorités judiciaires.

Sur ordre formel du chargé de direction ou d'un de ses délégués à la discipline et à la sécurité, le projet autorise les fouilles corporelles, la visite des chambres individuelles et dortoirs, l'inspection des effets personnels, le contrôle de la correspondance, le retrait d'objets, de médicaments, de substances pouvant mettre en danger la santé/sécurité des pensionnaires, du personnel ou de tierces personnes, la fermeture à clé temporaire de jour ou de nuit de tout ou partie des dortoirs ou chambres individuelles.

12. Ainsi UNISEC ressemble dans sa description tout à fait à une prison pour jeunes.

13. Actuellement la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse permet le placement de mineurs au Centre pénitentiaire de Schrassig dans les conditions suivantes:

- la *mauvaise conduite ou le comportement dangereux* du mineur rend inadéquate une mesure de placement dans un établissement ordinaire de garde, d'éducation ou de préservation;
- lorsque le mineur a commis un fait qualifié délit, le tribunal de la jeunesse peut prolonger ce placement au-delà de la majorité du mineur pour un terme ne dépassant pas sa vingt et unième année;
- lorsque le mineur a commis un fait qualifié crime punissable de la réclusion, le tribunal de la jeunesse peut prolonger ce placement au-delà de la majorité du mineur pour un terme ne dépassant pas sa vingt-cinquième année;
- dans le *cas d'absolue nécessité ou quand les mesures de garde ordinaires* pendant une procédure de placement *ne peuvent être exécutées*, le mineur peut être *gardé provisoirement dans une maison d'arrêt* pour un terme ne dépassant pas *un mois*; dans ces cas le mineur est gardé isolé des détenus adultes.

14. La Chambre des Employés Privés approuve l'idée de la création de UNISEC de même que son intégration dans l'enceinte des bâtiments de Dreiborn.

Le placement de mineurs, délinquants ou non-délinquants, dans une véritable prison, freine leur réintégration sociale, alors qu'il ne transmet qu'une sensation de punition à ces jeunes détenus, le facteur prise en charge, restructuration et valorisation curative de leur personnalité faisant défaut.

Dans un même ordre d'idées, la création d'UNISEC à Dreiborn permettra d'éviter à coup sûr le contact de mineurs avec des délinquants adultes.

Si le placement de mineurs ayant commis des infractions qualifiées crime ou délit, à Schrassig pouvait encore paraître tolérable, le placement arbitraire de jeunes ne pouvant tout simplement pas être placés ailleurs, n'est pas admissible, même si ce placement est limité dans le temps.

15. Même si la CEP•L marque son accord avec la création de UNISEC à Dreiborn, elle se doit de relever les imprécisions suivantes:

16. Le projet de loi précise que le placement des mineurs à UNISEC, se fera sur décision formelle des autorités judiciaires conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

17. Le projet ne prévoit néanmoins aucune adaptation de la loi de 1992 en question.

Le placement de mineurs au Centre pénitentiaire de Schrassig demeurera par conséquent, du moins dans les textes, possible.

18. Dans la mesure où il est écrit dans l'exposé des motifs du projet que „*Pour répondre au problème de l'accueil de mineurs placés par les magistrats luxembourgeois et qui ne pourraient pas être admis à l'UNISEC, le Gouvernement examine la possibilité de conclure des conventions avec des centres pénitentiaires pour mineurs et des centres fermés pour jeunes délinquants atteints de problèmes psychiatriques étrangers.*“, la CEP•L en déduit que si le législateur n'entend pas adapter le texte de 1992, ce n'est pas un oubli, mais qu'au contraire le Gouvernement se garde „une porte ouverte“ si besoin en est.

19. Cette opinion est encore affirmée dans la mesure où il résulte aussi de l'exposé des motifs que si le nombre de pensionnaires de UNISEC sera limité à 12, c'est que la création d'UNISEC ne doit pas engendrer des coûts trop élevés.

Or rien qu'en avril, mai, juillet et décembre 2002 plus de 12 mineurs étaient placés à Schrassig.

Ainsi est-il d'ores et déjà probable, et cette probabilité n'a pas pu échapper au législateur, que UNISEC ne pourra pas assurer la prise en charge de tous les mineurs présentant un comportement dangereux.

20. En conclusion la Chambre des Employés Privés marque son accord avec le présent projet de loi et approuve la création de UNISEC.

21. Elle estime néanmoins que la loi de 1992 doit être adaptée de façon à ce qu'il soit définitivement mis un terme à la possibilité de placement de mineurs au Centre pénitentiaire de Schrassig.

22. Afin de garantir la prise en charge dans des conditions optimales des mineurs dans UNISEC, il y a lieu d'adapter l'infrastructure projetée.

• L'avis a été élaboré par la Commission sociale de la CEP•L qui est composée de: Jos Kratochwil, Président, Martine Mirkes, Rapporteur, les Membres: Maria Blitgen-Stoos, Lex Breisch, Norbert Conter, Marie-Jeanne Demuth, Gabriel Di Letizia, Armand Drews, Guy Greivelding, Mady Hannen, Pierre Liefgen, Corinne Ludes, Jean-Claude Reding, Roland Schreiner, Marc Spautz et Marianne Thomas.

La Commission sociale s'est réunie en date des 12 septembre et 14 octobre 2003.

L'avis a été adopté à l'unanimité des membres présents lors de l'assemblée plénière du 22 octobre 2003.

Luxembourg, le 22 octobre 2003

Pour la Chambre des Employés Privés,

Le Directeur adjoint,
Norbert TREMUTH

Le Président,
Jos KRATOCHWIL

